TEXTE DE LA TENDANCE POUR UNE UNEF UNITAIRE ET DÉMOCRATIQUE 81ÈME CONGRÈS DE L'UNEF

FACE À LA DÉFERLANTE DES ATTAQUES, FAISONS CHOIX DE LA RÉSISTANCE !

Le 81ème congrès de L'UNEF s'inscrit dans un contexte social particulièrement difficile. Les deux premières années du règne Sarkozy ont été celles de tous les reculs : de l'offensive contre l'Université publique à la casse du droit du travail, en passant les politiques racistes par l'ex-ministère Hortefeux, rien n'échappe au rouleau compresseur conservateur. Les politiques libérales menées depuis des années sont directement à l'origine de la crise économique que l'on connaît. Pourtant, ces politiques sont aujourd'hui accélérées par le gouvernement Fillon.

Sous couvert de « modernisation » du pays, c'est un nouveau modèle de société que la classe dirigeante met en place. Un modèle dans lequel le droit de tous à l'éducation, ou encore à la santé, sont des reliques du 20° siècle. Le gouvernement de combat qui se trouve face à nous a entrepris une destruction systématique de tous les acquis sociaux : remise en cause du droit de grève par le biais du « service minimum », marchandisation des services publics, baisse des impôts des plus riches, répression syndicale dans le privé… Les objectifs sont clairs. Il s'agit de détruire les protections collectives des salariés pour baisser le « coût » du travail, d'ouvrir de nouveaux marchés juteux, d'en finir avec toute forme de redistribution des richesses. Pendant que les licenciements se multiplient, que le taux de chômage explose et que les services publics sont asphyxiés financièrement, des milliards sont distribués aux banques et les exonérations de cotisations patronales n'ont jamais été si nombreuses. A l'échelle mondiale, c'est la guerre qui s'intensifie entre les pays impérialistes pour l'accaparement des richesses et des ressources partout sur la planète : occupation militaire de l'Irak et de l'Afghanistan, menaces d'intervention contre l'Iran, soutien sans borne à l'Etat d'Israël malgré la barbarie dont il a fait preuve lors de l'agression militaire contre Gaza.

Dans l'enseignement supérieur français, la mise en place de la LRU et la multiplication de réformes et décrets la complétant ont largement redessiné le paysage universitaire. Dans la France d'après, le « marché du savoir et de la connaissance » remplace peu à peu le service public d'enseignement supérieur. La conséquence : l'éducation à plusieurs vitesses devient la norme. Pour les élites, des pôles ultra compétitifs et concurrentiels. Pour les classes populaires entrées par effraction à l'Université après 1968, des collèges universitaires n'offrant que des Licences hyper-professionalisantes n'ayant aucune valeur à moyen terme sur le marché du travail. En cassant ainsi les diplômes, le gouvernement s'attaque à nos protections collectives. Tout comme le gouvernement renvoie la question de la hausse des salaires à la négociation entreprise par entreprise, il individualise les diplômes pour laisser chaque futur salarié négocier en tête à tête avec son patron. La précarité n'est donc plus simplement le lot quotidien des étudiants, c'est aussi leur seule perspective d'avenir. Alors que le pouvoir d'achat des étudiants ne cesse de baisser, le gouvernement propose des crédits à la consommation pour financer ses études ! Toujours plus soumis à la nécessité de se salarier au détriment de leurs études, les étudiants sont parmi les premières victimes de la crise économique.

Pourtant les résistances sont nombreuses face à cette offensive sans précédent de la classe dirigeante. Depuis mai 2007 les étudiants se sont mobilisés avec vigueur contre la LRU, n'ont eu de cesse de dénoncer les suppressions de poste dans l'Education Nationale, ont lutté au côté des lycéens, ont combattu les expulsions d'étudiants étrangers. Comme l'ensemble du mouvement social, le milieu étudiant n'a pas baissé les bras devant l'arrogance et les attaques de Sarkozy et de son gouvernement. Mais ce dernier a tout fait pour submerger les résistances : en attaquant sur tous les fronts en même temps, il a voulu infliger une défaite majeure au salariat et à la jeunesse. Loin d'y parvenir, Sarkozy ne fait qu'attiser la colère : la mobilisation historique du 29 janvier en est un signe. La résistance des enseignants chercheurs depuis de nombreuses semaines montre la voie sur les facs. Les étudiants sont mobilisés et déterminés. Aujourd'hui le gouvernement tente d'imposer un projet global et cohérent dans les Universités, et face à cela nous devons organiser une riposte à la hauteur des enjeux. Nous devons porter dans le milieu étudiant un projet alternatif et crédible, une rupture radicale avec les politiques libérales à l'œuvre à l'Université.

Seul un mouvement d'ensemble, majoritaire, unitaire et démocratique permettra de l'emporter et de mettre un coup d'arrêt à l'offensive du gouvernement. A la veille de son 81ème Congrès, l'UNEF est donc mise devant ses responsabilités. Le CPE l'a montré en 2006, la capacité organisationnelle et la force militante de notre syndicat sont des atouts majeurs. Il est temps de les mettre au profit d'une lutte sans concession contre les ravages de la modernisation universitaire. A l'heure où nos camarades syndicalistes antillais nous montrent la voie de la victoire, il est grand temps de suivre l'exemple et de faire de notre Congrès la rampe de lancement d'une riposte qui soit enfin à la hauteur des enjeux et des attaques !

I - La destruction du droit à l'éducation : une attaque contre la jeunesse pour mieux précariser le salariat !

L'objectif du gouvernement de baisser le coût du travail est cohérent avec les impératifs du nouveau Monopoly mondial qui sévit depuis vingt ans : les Etats sont aujourd'hui en compétition pour attirer les capitaux mondiaux, ce qui implique de taxer moins les entreprises et d'avoir des salariés bon marché avec des niveaux de qualification comparables. Le système éducatif est au cœur de toutes les attaques. Il faut pour la classe dirigeante réorganiser l'ensemble du marché de travail, et donc réorganiser l'école qui forme les salariés de demain. Leur but est de changer les règles du jeu, et pas seulement de faire des économies budgétaires. Comme le rappelait il n'y a pas si longtemps un ponte du Medef, il est nécessaire de revenir un à un sur tous les acquis de 1945, et notamment l'accès de tous à l'éducation et au savoir. Ce n'est pas un hasard si c'est l'Ecole dans son intégralité qui se retrouve aujourd'hui dans la ligne de mire du gouvernement. De la maternelle à l'Université, c'est la marchandisation à tous les étages : réforme de la maternelle, du primaire, du lycée, suppression des RASED, suppression de postes, LRU…

Dans son offensive généralisée contre l'école publique, Sarkozy n'a pas caché qu'il comptait faire de l'Université sa priorité. C'est l'enseignement supérieur qui forme une bonne partie des futurs salariés et les enseignants. Pour changer l'école, son fonctionnement et son rôle, il faut d'abord changer la formation de ses enseignants. Ce n'est pas un hasard si l'Université est un des secteurs les plus touchés par les réformes qui sont menées tambour battant depuis mai 2007. A cela s'ajoute la pression de Bruxelles, les classes dirigeantes des différents pays d'Europe avançant la construction d'un système marchand européen qui puisse concurrencer les systèmes américains et japonais. L'Europe est à la traîne sur ce terrain, et la France, où les gouvernements successifs ont dû affronter un mouvement étudiant puissant, en est l'un des plus mauvais élève dans la mise en place du marché du savoir et de la connaissance.

Les attaques pleuvent depuis dix ans sur l'Université, et le gouvernement Sarkozy est dans la droite ligne de ces prédécesseurs : des décrets aux réformes, tout est bon pour mettre en œuvre le modèle marchand. L'introduction de la loi relative aux Libertés et Responsabilités des Universités, loi cadre qui transforme en profondeur l'enseignement supérieur, a entamé un tournant. Face à la multiplicité des attaques, nous devons aujourd'hui dégager la cohérence du projet du gouvernement afin de pouvoir établir la stratégie la meilleure qui soit et imposer notre propre projet pour l'Université.

1- La réalité du milieu étudiant : précarité et inégalité devant le droit à l'éducation.

La précarité étudiante n'est plus à démontrer. Depuis de nombreuses années se multiplient les rapports qui l'attestent. Chaque année ce sont plus de 800 000 étudiants qui sont obligés de salarier pour financer leurs études. 20% de ceux-ci sortent du système universitaire sans diplômes, faute de pouvoir concilier scolarité et salariat. Dans le même temps les dépenses obligatoires augmentent chaque année ; frais d'inscription, hausse des loyers, augmentation du coût de la vie... Résultat, ce sont aujourd'hui 100 000 étudiants qui vivent sous le seuil de pauvreté, pendant que le reste des étudiants galèrent pour s'en sortir. Dans ce contexte, non content de laisser la masse des étudiants dans une situation sociale inacceptable, le gouvernement en rajoute : suppression des points de charges, augmentation des frais d'inscription, proposition de crédits étudiants à la consommation... Touchés de plein fouet par la crise économique, les étudiants sont parmi les premières victimes de la régression sociale orchestrée par Sarkozy.

Comme si cela ne suffisait pas, les conditions d'étude se dégradent elles aussi. On ne compte plus les bâtiments délabrés dans les facs, violant toutes les normes d'hygiène et de sécurité. Pendant que 10 pôles d'excellence triés sur le volet sont refaits à neuf, on confie la gestion de la misère aux universités elles-mêmes. Sur le plan social, les CROUS sont asphyxiés et menacés de disparaître. Si l'on ajoute à cela la précarisation du service public lui-même, la suppression de nombreux postes de fonctionnaires dans l'enseignement supérieur et la précarisation des personnels, c'est le fait d'étudier dans de bonnes conditions qui est devenu précaire.

Cernés par la précarité, chez eux comme dans leur fac, les étudiants sont au cœur d'un système largement inégalitaire. La précarité des étudiants est un obstacle au droit à l'éducation pour tous.

2 - Professionnalisation et déqualification des diplômes : la précarité comme seul horizon.

La précarité n'est plus simplement le quotidien des étudiants : si on ne s'oppose pas à l'entreprise actuelle de casse de nos diplômes, c'est aussi leur seule perspective d'avenir. Depuis plusieurs années, les gouvernements successifs ont mis l'Université au banc des accusés sur la question du chômage des jeunes, en opposant aux formations généralistes la rhétorique de la «professionnalisation». C'est un des objectifs majeur qui a guidé la mise en place des réformes depuis une dizaine d'année. Puisque le problème viendrait des formations, il suffirait de calquer le contenu des formations sur les besoins immédiats du patronat régional en termes d'emploi. La réforme LMD de 2003, permettant à chaque université de produire sa propre offre de formation régionale, répondait à cet objectif. Cette tendance aux diplômes courts et professionnalisants est accentué par le Plan Réussite en Licence, qui remplace le contenu fondamental de la Licence par des compétences techniques (expression orale, rédaction de CV, maîtrise des outils informatiques…) déconnectées de l'enseignement fondamental du diplôme.

Contre la professionnalisation, défendre l'«insertion professionnelle durable»

Statistiquement, il est incontestable que les filières professionalisantes sont celles qui permettent aux jeunes d'accéder plus vite à l'emploi. Cela tient en partie à la sélection à l'entrée des diplômes professionnels, qui recrutent leurs étudiants en fonction d'une estimation des débouchés sur le marché du travail. Contrairement aux idées reçues, professionnalisation et démocratisation des études font dans la réalité rarement bon ménage. Statistiquement, le différentiel s'inverse sur une carrière entière : non seulement en fonction du niveau de diplôme au départ, mais aussi et surtout en fonction du degré de culture générale, de vision transversale des problèmes. Ceux qui, au long de leur vie professionnelle, seront le plus à même d'affronter les défis des mobilités professionnelles, les évolutions des entreprises comme les évolutions économiques et sociales diverses et variées, ce sont ceux qui auront au départ le bagage le plus élevé en termes de culture générale. Une formation suffisamment générale, c'est donc la garantie de ne pas être coincé dans un secteur d'activité particulier, et donc à la botte d'un employeur. Sur un marché international toujours en mouvement, des diplômes directement adaptés au besoin des entreprises immédiats est une aberration pour les futurs salariés. Enfin, la professionnalisation ne peut que renforcer les inégalités sociales. Quand on est issu d'un milieu populaire, ce n'est pas notre famille qui nous permet d'accéder à un certain niveau de culture générale : soit c'est l'école, soit on se retrouve coincé dans une inégalité de départ qui se cumulera tout au long de notre vie. La professionnalisation sert avant tout les employeurs, en leur fournissant des salariés « prêts-à-l'emploi » adaptés sur mesure aux besoins du patronat local. A celle-ci, nous devons opposer une véritable politique d'insertion professionnelle durable, vectrice d'émancipation sociale.

Mission : déqualification !

L'objectif de la professionnalisation telle qu'elle se pratique est de déqualifier nos diplômes, de soumettre les futurs salariés au patronat. La casse du cadre national des diplômes impulsée par la réforme LMD participe de cette entreprise : sans cadrage national des contenus de diplômes et sans reconnaissance de ceux-ci dans les conventions collectives, avec des diplômes à la carte qui différent d'une fac à l'autre, les salariés de demain se retrouverons en tête à tête avec leur patron, sans possibilité de se défendre collectivement. Si on peut se réjouir à première vue de la reconnaissance du niveau Bac + 5 de la formation des enseignants, la Masterisation que tente d'imposer le gouvernement est être en réalité une nouvelle attaque contre la valeur de nos diplômes, qui fera passer à moyen terme le niveau de qualification standard de Bac + 3 à Bac + 5. En effet, on imagine mal par exemple un avocat moins formé qu'un enseignant, et donc les concours du barreau rester à Bac + 4. Le Bac + 5 va devenir la règle pour accéder à un emploi de qualité, alors que la sélection à l'Université s'opère actuellement à l'entrée du M2. La réforme des IUFM enclenche un processus qui laissera à terme la masse des étudiants sur le banc de touche, c'est-à-dire avec des Licences qui ne vaudront plus grand-chose. De plus, en supprimant les stages rémunérés, le gouvernement laisse sur le carreau les étudiants qui n'auront pas les moyens de financer deux ans de plus à la fac .

3 - La mise en concurrence des Universités : l'arme de déqualification massive de nos diplômes.

Le débat dans la communauté universitaire, déclenché par la mobilisation des enseignants-chercheurs, s'est cristallisé à juste titre autour de la loi LRU. Si les stratégies internationales de marchandisation de l'enseignement supérieur ont toujours eu du mal à s'imposer en France face à un mouvement étudiant fort, le gouvernement a inversé le rapport de force en 2007 en introduisant la pierre angulaire de son dispositif pour l'enseignement supérieur. Celle-ci, loi cadre de dérégulation, pose les conditions indispensables à la mise sur pied du marché du savoir et de la connaissance et représente un point d'appui pour toutes les réformes qui lui ont succédé.

La LRU, pierre angulaire du dispositif gouvernemental

La LRU est une loi cadre. Elle pose les deux composantes nécessaires à l'apparition du marché dans l'enseignement supérieur :

- L'apparition de plusieurs opérateurs mis en concurrence : on parle pour la première fois dans cette loi non plus de l'Université, mais des universités qui représentent autant d'opérateurs sur le nouveau marché. Pour ca la loi donne aux universités la possibilité de se construire un patrimoine (possibilité de vendre ou louer leurs bâtiments dans une logique purement financière), de chercher des financements (crédits d'impôts pour les financeurs et participation de ceux-ci dans le dispositif universitaire par le biais des fondations) et enfin de choisir son personnel. Le choix des personnels porte un sérieux coup au statut de la fonction publique, corrolaire de l'existence du service public : avec le marché de l'enseignement apparaît un autre marché, celui des personnels enseignants et non-enseignants. Le décret sur le statut des universitaires est un décret d'application de la LRU.

- L'apparition d'un régulateur de marché indépendant, à savoir l'Etat. Pour les libéraux, la concurrence ne peut être effective que si les financements publics sont distribués d'une manière unique et objective : la réforme de l'allocation des moyens s'inscrit par exemple dans cette logique. D'une part on a institué des critères objectifs de répartition, d'autre part les budgets sont globalisés avec la fin du fléchage des crédits. Les règles du jeu sont posées, et les opérateurs peuvent librement développer des stratégies sur le marché.

Avec la LRU, «tout devient possible». Le terrain était préparé à l'avance : l'autonomie pédagogique des diplômes mise en place par la réforme LMD était un préalable à l'autonomie financière. La réforme ECTS de 2001 fourni la monnaie européenne des futures marchandises échangeables internationalement. Les réformes et décrets actuels visent à achever le processus.

Pour un processus non achevé qu'il est temps de stopper !

Comme dans tous les pays «avancés» d'Europe dans l'application du modèle libéral, nous nous dirigeons vers un système éducatif à plusieurs vitesses : d'un côté des «collèges universitaires» de masse formant jusqu'à la Licence, de l'autre des «pôles d'excellence» sélectifs adossés à la recherche. L'Opération Campus, qui concentre les moyens sur dix campus universitaires, vise à la création de ces pôles compétitifs à l'échelle mondiale. Dans la même veine, B. Apparu, rapporteur UMP pour l'enseignement supérieur, avouait que la possibilité pour les universités de sélectionner leurs étudiants était un élément indispensable du projet gouvernemental et avait été évacué de la loi LRU pour des raisons de stratégie politique. La Réforme de l'Allocation des Moyens aux universités (RAMU), qui pose entre autres le taux de réussite au diplôme comme critère pour l'attribution de financements aux facs, va obliger les universités à sélectionner leurs étudiants à l'entrée de certains diplômes pour conserver leurs crédits. Fini le temps où le gouvernement prenait le risque de formuler son projet et de permettre à une opposition politique de voir le jour : dans la France d'après, il intervient par micro-réformes dont l'aspect technique rend difficile la compréhension du processus d'ensemble. Le retrait de la RAMU doit être obtenue, sans quoi la sélection sera bientôt une pratique commune. Enfin, la Masterisation de la formation des enseignants est un préalable à l'application de ce modèle au primaire et au secondaire, comme le laisse envisager la réforme Darcos au lycée. La suppression des concours nationaux n'est qu'une question de temps, les Masters enseignement n'ayant aucune cohérence au niveau national. Le projet de loi sur les Etablissements Publics d'Enseignement Primaire est une réforme de gestion du primaire calquée sur le modèle de la LRU.

La mise en place du marché de l'enseignement supérieur est la meilleure arme du gouvernement pour professionnaliser et déqualifier nos diplômes. L'existence d'un marché, donc d'une multiplicité d'«offre de formations», est contradictoire avec l'idée d'un cadrage national des contenus de diplômes et de leur reconnaissance dans les conventions collectives. Les «universités entrepreneuriales», dans leur construction d'une stratégie économique et poussées par les critères d'efficacité mis en place actuellement, chercheront les meilleurs débouchés immédiats pour leurs diplômés en professionnalisant à outrance. Quand bien même les universités ne seraient pas contrôlées majoritairement par des investisseurs privés, les objectifs d'asservissement de l'Université et des futurs salariés au marché seront remplis. Enfin, suivant les conseils avisés du MEDEF, la substitution du marché au service public constitue une ultime victoire de la droite contre le mouvement social : la destruction du droit à l'éducation et de l'accès au savoir pour tous.

4 - Quand le marché remplace le service public : la fin du droit à l'éducation pour tous

Une offensive idéologique contre l'émancipation de la jeunesse

Ce qui relevait du service public est désormais considéré comme une manne de profit à exploiter. En substituant le marché au service public, le gouvernement change le rôle de l'Université, comme le rapport des étudiants aux diplômes. La jeunesse n'est plus formée en tant que future génération de citoyens, à qui il faudrait donner des clefs de compréhension du monde pour faire exister la démocratie. Le rapport au diplôme est individualisé, les cadres collectifs sont brisés comme les solidarités qu'ils auraient pu permettre. Derrière l'étudiant «acteur de sa formation», c'est l'étudiant-client «investissant dans sa formation» qui se profile. C'est ainsi qu'il faut comprendre la volonté gouvernementale d'introduire un système de prêts à taux zéro pour supplanter le système de bourses sur critères sociaux. Les réformes ne visent pas uniquement à mettre les facs en concurrence, elles mettent les étudiants eux-mêmes en

concurrence. La marchandisation du système éducatif permet l'apprentissage dès le plus jeune âge de la guerre économique. Le projet du gouvernement représente une offensive idéologique sans précédent contre la jeunesse.

La mise en place de deux systèmes universitaires, pour deux jeunesses

La mise en place d'une université à deux vitesses revient à en éjecter aujourd'hui les fils des classes populaires qui se sont battus pour y entrer hier. Si la démocratisation de l'école n'était pas effective, elle sera bientôt impossible avec ce modèle universitaire. Les différents types de Bacs ne sont pas composés du même public social, comme les différents types de Bacs n'amène pas aux mêmes strates de l'échelle sociale. Étonnamment, un fils d'ouvrier à de grandes chances de finir ouvrier. Les réformes gouvernementales vont avoir comme conséquence de fermer les portes des facs d'élites aux étudiants issus des classes populaires. Le système de l'«orientation active» est un dispositif qui permet de gérer les flux d'étudiants, pour éviter par exemple qu'un bachelier technologique ou professionnel s'inscrive en Licence générale (partant du principe qu'il y échouera). Ce principe est injuste socialement : chacun doit pouvoir s'inscrire librement dans l'Université de son choix, sans être jugé sur des pré-requis mais sur ses résultats. Le système induit par l'orientation active ne cesse d'être renforcé, par exemple avec le Plan Réussir en Licence quand il promet une prime aux IUT attirants plus de bacheliers pro et techno que la moyenne nationale. S'il existait plusieurs Bacs pour plusieurs milieux sociaux, il doit aujourd'hui exister pour le gouvernement de multiples offres de formations universitaires pour plusieurs milieux sociaux, et chacun doit être sûr de rester socialement à sa place.

Le projet du gouvernement de marchandisation de l'enseignement supérieur n'est pas compatible avec notre projet syndical. La démocratisation de l'Université, c'est-à-dire la réussite de tous sans distinction de classe sociale, est incompatible avec l'apparition des «universités entrepreneuriales». Au fil des réformes, notre syndicat n'a pas su décrypter à temps la cohérence du projet de la classe dirigeante. Le terrain était miné depuis plus de dix ans. Des erreurs stratégiques de taille ont été commises. Si certains droits étudiants ont pu être conservés, les réformes structurelles passent. Durant cette période l'UNEF a su gagner des batailles, mais il est aujourd'hui grand temps d'affronter la machine libérale, sans quoi il est bien possible qu'elle finisse par perdre la guerre !

II) Une stratégie pour construire la contre offensive

Nous sommes face à un projet global du gouvernement qui vise à redéfinir l'enseignement supérieur. Les nombreuses réformes et les décrets ne sont que les différents volets d'un projet dont le but est de remettre en cause l'accès à une éducation de qualité pour tous et de soumettre l'université à la loi de la concurrence internationale. Dans ce contexte l'idée même de démocratisation de l'enseignement supérieur est en recul. Sarkozy ne veut pas seulement casser nos droits, il veut nous infliger une défaite historique.

Le gouvernement n'a qu'une chose en tête, briser une à une les résistances pour dérouler son projet. La mise en place successive de ses décrets accélère la destruction de nos droits. Nous devons nous donner les moyens de mettre un coup d'arrêt à la politique de Sarkozy, et pour cela de le combattre frontalement. Nous ne pouvons pas laisser ce gouvernement détruire nos droits les uns après les autres sans rien faire. Nous devons chercher par tous les moyens à riposter pour imposer un projet alternatif.

A) Une stratégie qui réponde aux enjeux de la situation et qui permette de gagner.

1 - Une situation contrastée

Des résistances importantes

Depuis l'élection de Sarkozy, les luttes se sont multipliées dans de nombreux secteurs de la société. De la mobilisation contre les régimes spéciaux à la défense des travailleurs sans-papiers, les solidarités tentent de s'organiser. Dans ce contexte de résistance sociale, le milieu universitaire est l'un des plus combatifs. Les batailles locales sur des revendications spécifiques ont été très nombreuses. Surtout, la mobilisation contre la LRU a mis des milliers d'étudiants dans la rue et en AG, démontrant ainsi la combativité du milieu étudiant. Aujourd'hui plus que jamais, la jeunesse est déterminée à en découdre avec Sarkozy.

Un gouvernement affaibli

Pour la première fois depuis mai 2007, la confiance est dans notre camp. En chute libre dans les sondages, le chef de file des libéraux paye aujourd'hui une politique antisociale qui ne passe plus. Considéré comme intouchable en 2007, le gouvernement Fillon a subi un premier revers politique lors des municipales de 2008. Fragilisé, il a répondu à la crise économique par un cadeau de 15 milliards aux banquiers. Plus que jamais sous pression, Sarkozy doit affronter une exaspération généralisée de la population contre leurs politiques au service des plus riches.

Dans ce contexte, la mobilisation des lycéens cet hiver a donné des sueurs froides aux dirigeants. Si les lycéens ont réussi à eux seuls à faire reculer le gouvernement, c'est avant tout parce qu'il tremble devant l'idée d'un mouvement de la jeunesse qui pourrait s'étendre aux salariés, à l'image de la mobilisation anti-CPE. Et surtout la révolte de la jeunesse grecque n'était pas loin de donner des idées en France, scénario à éviter absolument pour les dirigeants. Face à la grève exemplaire en Guadeloupe, il a été obligé d'accorder 200 euros

d'augmentation de salaire. Cette victoire prouve que c'est possible de remporter des victoires face à ce gouvernement et ne fait que l'affaiblir d'autant plus.

Des difficultés à remporter des batailles

Poutant le bilan des victoires depuis 2007 n'est pas significatif. Malgré les résistances, l'université à la sauce libérale prend corps. Si les différentes mobilisations ont pu obtenir quelques avancées, la politique du gouvernement continue à s'appliquer. Parce qu'elles sont restées parcellaires, isolées, ces luttes n'ont pas permis de gagner dans la durée .

A l'inverse de 2006 lors du CPE, la mobilisation n'est pas parvenue à recentrer ses revendications sur des mots d'ordre clairs et permettant de faire le lien entre le milieu étudiant, les personnels et les enseignants chercheurs. Pour autant, l'heure n'est pas au défaitisme. La mobilisation récente de la communauté universitaire montre que les enseignants sont prêts à tenir un bras de fer avec Pécresse. Cette détermination redonne espoir au milieu étudiant : les jeunes ne sont pas prêts à abandonner la bataille contre l'autonomie des universités et voir leur avenir sacrifié par les politiques libérales.

Malgré l'arrogance du gouvernement et sa volonté de faire taire les voix discordantes, le mouvement social relève la tête. Au-delà des universités, c'est le contexte social qui doit nous convaincre qu'il y a aujourd'hui toutes les raisons de se mobiliser. La journée d'action unitaire du 29 janvier a été sur ce point une immense réussite. Cristallisant le ras le bol de la grande majorité de la population, cette journée a mis ensemble dans la rue le privé et le public, les profs et les cheminots, les hospitaliers et les licenciés de Renault-Sandouville, les étudiants, les lycéens… Au-delà de toute attente, ce sont 2,5 millions de personnes qui, dans la rue, ont redonné espoir au mouvement social et ont dégagé de nouvelles perspectives pour l'avenir.

2 -Il est possible de gagner, par la grève générale !

Incontestablement, le rapport de forces n'est donc plus le même en 2009 qu'en 2007. Dans la jeunesse comme chez les salariés, l'heure est à la mobilisation. Pour autant les victoires sont maigres depuis l'élection de Sarkozy et le bilan doit en être tiré. Depuis 2003, les mouvements sociaux ont été nombreux. Mais que ce soit le mouvement contre la réforme des retraites ou de la Sécu, que ce soit le mouvement des intermittents ou bien la grève à la SNCM, il est clair qu'aujourd'hui aucun secteur n'est assez fort pour gagner seul. La victoire contre le CPE est à ce titre une lutte exemplaire : dans l'unité, il est possible d'infliger une défaite à un gouvernement et à sa politique.

C'est fort de ce bilan que nous devons entamer un bras de fer sans concession avec le gouvernement et Sarkozy. Nous ne pouvons nous permettre d'attendre sagement 2012, l'urgence est d'infliger au gouvernement une défaite sur le terrain social. Lycéens, étudiants, jeunes travailleurs, salariés du public comme du privé, nous devons unir nos forces pour renverser la vapeur. Au-delà de simples campagnes politiques et de journées d'action sans lendemain, nous devons construire pas à pas un rapport de forces suffisant pour obtenir enfin des victoires significatives.

Loin d'être un vœu pieu, la grève générale est le seul moyen pour gagner et la seule perspective que nous offre le contexte social. Face à l'arrogance de Sarkozy, seul un mouvement d'ensemble unifiant les luttes sectorielles peut nous permettre de gagner. La grève générale aux Antilles nous montre le chemin d'une lutte exemplaire, unitaire et démocratique. Nos camarades antillais nous ont montré qu'il était possible de gagner contre ce gouvernement. L'unité syndicale qui a permis la réussite de la journée du 29 janvier doit être un point d'appui pour construire une résistance collective qui renverse radicalement le rapport de forces.

Sur quels axes mobiliser ?

Pour gagner la bataille, il ne suffira pas d'expliquer les dernières réformes en date dans l'enseignement supérieur, surtout dans une période où chaque année universitaire connaît son lot de mouvement social. Les différents décrets du gouvernement sur le financement, les enseignants chercheurs, les personnels, sont des conséquences directes de la loi d'autonomie des universités. L'enjeu est de parvenir à mettre en lumière, au travers de toutes ces réformes, le projet global du gouvernement : la mise en place du marché du savoir et de la connaissance. Il faut amener la question de la LRU en l'articulant aux mesures concrètes et immédiates qui en découlent aujourd'hui et se battre également pour son retrait. Il faut avancer sur des revendications qui portent un projet en rupture avec celui du gouvernement, des revendications aptes à enrayer la machine libérale : le cadrage national des intitulés et des contenus des diplômes.

Unifier les revendications…

Il faut, dès que possible, créer des liens entre les questions concrètes pour montrer la logique des attaques actuelles et la nécessité d'y répondre. Lorsque différentes universités sont en lutte sur la réforme des IUFM, les suppressions de postes... Nous devons expliquer à tous les étudiants que ces réformes découlent de la LRU, nous devons pousser à ce que ces luttes s'unifient contre la réforme elle-même. Lorsque plusieurs universités sont en lutte, nous devons montrer ce qui leur est commun. L'opposition entre «facs poubelles» et «pôles d'excellence», la sélection sociale sont des phénomènes largement perçus par les étudiants, à nous de montrer que cela passe par les réformes et qu'il faut lutter contre pour construire une grève nationale à même de renverser le rapport de forces.

Défendre une orientation dans les mobilisations qui permette de gagner

On ne fait pas une grève massive en étant minoritaire, et notre boussole est donc bien la construction d'une grève majoritaire. Il est nécessaire de s'adresser à l'ensemble des étudiants et pas seulement aux seuls mobilisés, en massifiant et en conscientisant patiemment. Mais on ne fait pas non plus une grève majoritaire sans que la majorité des étudiants soient actifs. Il faut donc chercher à convaincre qu'il faut s'impliquer au quotidien dans la construction de la grève, condition pour pouvoir ensuite dégager des forces pour se tourner vers l'extérieur. Pour cela, nous devons pousser au développement des cadres d'auto-organisation, à commencer par les AG elles-mêmes ! L'auto-organisation doit permettre à l'ensemble des étudiants de se saisir des enjeux de la situation et de la mobilisation ainsi que de pouvoir décider tous ensemble de la totalité des questions relatives à la mobilisation. La massification d'une mobilisation passe par la prise en charge par la majorité des étudiants de leurs propres affaires. Pour permettre aux étudiants d'écrire leur propre tract et de fixer leur propre rythme, nous devons développer des comités de mobilisation ouverts à tous ceux qui veulent mener de l'activité. Construire l'auto-organisation, cela ne veut pas dire que le syndicat se dissout devant la mobilisation mais simplement que celui-ci respecte les formes d'organisation dont se dotent la mobilisation (AG…) et les mots d'ordre et rythmes décidés par les cadres d'auto-organisation.

Pour permettre au mouvement de s'étendre et de se renforcer, nous devons chercher à l'unifier nationalement, tant au niveau des rythmes que de ses revendications. C'est en centralisant la grève à un niveau national que nous en ferons plus qu'une somme d'universités en lutte.

Les étudiants ne gagneront pas seuls, il faut chercher à entraîner, une fois que les étudiants sont mobilisés, les salariés dans la bataille. Et c'est possible parce que l'université n'est pas un vase clos coupé du reste de la société. Afin de faire le lien entre les étudiants et les salariés la question centrale qui doit être au cœur de notre intervention est celle des diplômes et des qualifications; si nous nous battons pour des diplômes de qualité pour tous c'est parce que cela permettra d'avoir des conditions de travail décentes (conventions collectives) et des salaires à la hauteur des qualifications. En cela nos revendications rejoignent celles des salariés.

Organiser le milieu étudiant

Pour reconstruire largement la conscience dans le milieu étudiant de la nécessité de s'organiser collectivement pour agir, il n'y a pas de raccourci. Il faudra des luttes d'ampleur mais la première chose à faire, c'est de faire la démonstration au quotidien de l'utilité de l'organisation collective et du syndicat. Notre syndicat doit être en capacité d'agir au quotidien pour la défense des droits des étudiants et doit peser sur la réalité en obtenant des victoires sur les questions les plus concrètes et immédiates (pouvoir d'achat en baisse, frais d'inscription qui augmentent, problèmes d'inscription, de bourse…). Ce n'est que par la résolution la plus systématique des problèmes que rencontrent l'ensemble des étudiants tout au long de l'année que nous ferons la démonstration dans la pratique que ce n'est que par l'organisation et la lutte collective que l'on peut défendre nos droits ou en gagner de nouveaux (campagnes SOS examens, SOS inscriptions, problèmes de bourses, de logement...). Lors des campagnes visant à résoudre les problèmes concrets des étudiants, nous devons faire le lien avec les réformes universitaires et la dégradation de l'enseignement supérieur et expliquer que seule une opposition sans concession à l'ensemble des réformes libérales permettra d'enrayer la dégradation continuelle de nos conditions de vie et d'études. Nous pouvons donner confiance aux étudiants pour qu'ils luttent en s'appuyant sur les difficultés actuelles du gouvernement et sa peur que les luttes se généralisent. Les étudiants sont un des secteurs les plus combatif, il faut organiser la combativité sur la durée pour qu'ils ne soient plus en ordre dispersé.

Un mouvement d'ensemble ne se décrète pas, il ne suffit pas d'appuyer sur un bouton pour le déclencher. Il faut comprendre aujourd'hui que c'est possible et s'appuyer sur ces potentialités, pour mobiliser les étudiants et les amener vers la victoire afin d'imposer un projet alternatif pour l'enseignement supérieur qui permette réellement de permettre un libre accès de toutes et tous à un enseignement supérieur et à des diplômes de qualité.

B) Imposer un projet alternatif

Aujourd'hui le syndicat doit se donner les moyens de construire une mobilisation d'ampleur car l'enjeu est de taille : imposer face au projet du gouvernement, une éducation et des diplômes de qualité pour tous.
Un diplôme de qualité, c'est un diplôme accessible à tous, qui donne des connaissances disciplinaires, un esprit critique réel et qui donne des droits dans le monde du travail.

Accessible à tous

Un diplôme de qualité accessible à tous passe par un véritable service public d'enseignement supérieur débarrassé des logiques marchandes et de rentabilité, avec des financements 100% publics et égalitaires, seule garantie de l'égalité entre tous. C'est aussi un encadrement pédagogique de qualité et des conditions d'études décentes, aux antipodes de ce que veut faire le gouvernement avec les suppressions de poste et l'Opération campus. Cela veut dire aussi absence de sélection, qui prive certains du droit de progresser, alors que Pécresse évoque à nouveau une possibilité de sélection entre L et M.

Un vrai contenu

Un diplôme de qualité, c'est d'abord un fort contenu général, c'est-à-dire que l'essentiel du contenu du diplôme est tourné vers la connaissance de la discipline. Il faut donc privilégié l'acquisition de connaissances réelles et non pas de micro compétences adaptées à un poste de travail spécifique dans une entreprise spécifique (ex: chef de rayon Carrefour…)

Seule une formation initiale d'un haut niveau de qualification, tant dans les savoirs fondamentaux que dans les domaines techniques et professionnels, peut garantir l'acquisition des bases nécessaires à la requalification permanente des salariés.

Pour que nos diplômes aient une valeur reconnue partout dans la société, il faut aussi remettre en oeuvre un cadre national des diplômes. Non seulement la dénomination des mentions des diplômes doit être la même partout ainsi que les modalités de validation, mais le contenu du tronc commun de chaque mention doit être défini nationalement.

Exemple : un diplôme qui a le même contenu et le même intitulé partout et reconnu nationalement une Licence MacDonald's. Ce diplôme pourrait même parfaitement être reconnu dans la Convention collective de MacDonald's ou de la restauration rapide, il n'en resterait pas moins un diplôme bidon. Il est donc impératif de lier un cadrage national et un contenu tourné vers la connaissance de la discipline.

Pour une insertion professionnelle de qualité

A l'opposé de la professionnalisation voulue par le MEDEF, nous proposons une véritable insertion professionnelle de qualité. L'ensemble des formations doit comprendre des enseignements d'insertion professionnelle avec des cours, par exemple, de droit du travail, dispensés par des juristes, des syndicalistes, des salariés...

L'ensemble des diplômes doit donner accès à des qualifications reconnues dans les conventions collectives. Ces qualifications doivent garantir un niveau de rémunération et des droits précis en termes de conditions de travail. Sur le marché du travail, il faut également que l'ensemble des diplômes aboutissent à des grades reconnus au même niveau dans les conventions collectives.

Les stages tels qu'ils existent aujourd'hui n'apportent en terme de formation que très peu. Dans l'immédiat nous devons nous battre pour un suivi pédagogique strict des stages, une rémunération des stagiaires à la hauteur du poste occupé, et une limitation de la durée des stages afin d'empêcher les entreprises de fonctionner avec une majorité de stagiaires (l'équivalent de 200 000 emplois temps plein).

Il est évident que les politiques sociales et universitaires du gouvernement ne sont que deux volets d'un projet politique cohérent. Avec la forte augmentation de la sélection sociale, la revendication d'un diplôme qualifiant resterait lettre morte sans un accès égal de toutes et tous à des conditions de vie et d'étude décente.

Pour un pré-salaire d'autonomie !

Dépourvue de statut social propre, la jeunesse compte parmi les premières victimes de la crise et se voit contrainte à une alternative entre dépendance familiale et salariat. Pour ses franges les plus en difficulté, un salaire à mi-temps ne suffit même pas à répondre aux besoins minimaux alimentaires ou de santé, et les étudiants boursiers pouvant se passer d'un complément salarial se font rares.

Les jeunes aujourd'hui sont toujours infantilisés ; majeur civilement à 18 ans, ils sont socialement dépendants de leurs parents jusqu'à 25 ans (demi-part fiscale, allocations familiales jusqu'a 21 ans) et ne peuvent de fait s'émanciper et prétendre à leur autonomie (logement individuel, choix d'études et de vie…). La famille reste encore l'horizon indépassable d'un système d'aide sociale injuste et insuffisant (plus de 500000 bourses définies sur les revenus des parents). Nous proposons donc une allocation d'autonomie pour toutes et tous basé sur un projet pédagogique et professionnel et non pas une « aumône de l'Etat providence ». Cette allocation serait financée par deux biais : en préalable la refonte du système d'aides sociales actuelle et par la cotisation sociale (cotisation salariale et cotisation patronale). Le montant doit être suffisant et évalué de manière rigoureuse pour permettre aux jeunes de se consacrer pleinement à leur projet avec un suivi pédagogique pour une meilleure réussite et une insertion professionnelle satisfaisante. La forme de rétribution ne peut être un salaire en tant que tel puisque ce dernier est indexé sur une grille de qualification. Le jeune étant en formation et cherchant à acquérir ces qualifications, doit donc avoir une rémunération forfaitaire, un présalaire définit préalablement au même titre que les retraites par répartition. Ceci supposera une nette hausse des salaires puisque la cotisation est un élément de salaire. Cette hausse des salaires est indispensable, c'est pourquoi il faut relier nos revendications avec les salariés (hausse des salaires…) et revenir sur la destruction du système des retraites par répartitions.

III- Un syndicat de tous les combats

Plus que jamais les étudiants ont besoin d'un syndicat utile au quotidien, qui soit à l'offensive, qui ne lâche rien face aux attaques libérales. Face à la cohérence du projet gouvernemental et du rapport de forces existant, la confrontation apparaît de plus en plus indispensable pour imposer notre projet, et l'arme dont nous disposons reste l'action collective. Nous devons chercher à construire un syndicat de masse, unifié, démocratique, qui soit dans le camp du mouvement social et qui se donne pour objectif de transformer la société.

1-Faire le choix définitif du mouvement social

L'heure est à la résistance et à son organisation. Le rôle de l'UNEF dans la jeunesse est aujourd'hui central : pour le service public d'enseignement supérieur, pour notre avenir à tous, contre la machine libérale, le syndicat doit dès aujourd'hui poser les bases de l'affrontement.
Pour s'inscrire dans le camp du mouvement social, le syndicat doit d'abord démontrer son utilité au quotidien pour pouvoir convaincre les étudiants de se mobiliser, au moment où le gouvernement casse le service public de l'enseignement supérieur et organise la mise en concurrence entre les universités. Une UNEF responsable c'est une UNEF qui s'oppose sans concession aux réformes libérales. En fédérant sur son projet, elle fait le choix d'être une boussole pour canaliser la colère qui monte de plus en plus afin de défendre nos droits et en gagner de nouveaux.

La faible participation des étudiants aux élections (moins de 20%) démontre qu'ils ne jugent pas cela utile et qu'ils ne pensent pas que le syndicat est utile pour les représenter. En prouvant au quotidien l'utilité du syndicat, en prouvant que le projet que nous portons et que notre stratégie permettent de gagner, nous pouvons faire du temps des élections un élément de la construction du rapport de forces sans concentrer tous nos efforts. Elle ne doit pas non plus être un obstacle à la mobilisation des étudiants et l'UNEF doit, si nécessaire, faire le choix du mouvement et ne pas céder au chantage électoral comme elle a su le faire au moment des élections du CROUS de 2006, pendant le CPE.
Avoir des élus permet d'avoir des informations sur ce qui se passe et de gagner quelques avancées mais il est utopique de croire que c'est dans ces instances que la seule action des élus, permet de changer l'université (composition des conseils défavorable aux étudiants…). Finalement, avoir des élus permet d'informer l'ensemble des étudiants, de vérifier que les droits étudiants sont préservés, de relayer les luttes qu'il peut y avoir sur l'université, de nouer des contacts avec les enseignants et les BIATOSS et obliger l'université à se positionner sur certains sujets. Pour obtenir de réelles victoires, il faut combiner l'action des élus et la construction d'un véritable rapport de forces. Nous devons envisager les élections de l'année prochaine comme une période test pour un programme d'urgence pour les étudiants en rupture radicale avec le gouvernement et son projet : il faut le battre dans la rue et dans les urnes !

Ce n'est qu'une fois ce rapport de forces établit, et pas avant, que des négociations peuvent être envisagées. La LRU l'a montré, une négociation à froid ne peut pas être une négociation victorieuse. Se mettre à la table des négociations avec un gouvernement quand on est le syndicat majoritaire n'est pas un acte répréhensible en soi. Mais cela entraîne parfois le syndicat dans une position difficile à tenir : comment refuser une réforme que l'on a négocié ? Comment négocier ce que l'on refuse ? Finalement cela revient presque à chercher, en commun avec le gouvernement, à appliquer une réforme dont nous ne voulons pas. Pour imposer nos revendications et gagner, le moyen d'action privilégié doit rester la construction d'une grève étudiante et à terme la construction de la grève générale.

Pour être un syndicat responsable, l'UNEF a besoin d'être un outil efficace, au service des étudiants.

2 - Construire un outil efficace

<u>Construire un syndicalisme unifié</u>
L'UNEF demeure encore aujourd'hui et de très loin la première organisation étudiante. La majeure partie des étudiants, lorsqu'ils rencontrent un problème, se tournent vers l'UNEF. Néanmoins, il y a toujours moins de 1% d'étudiants syndiqués et le décalage entre niveau des luttes et niveau d'organisation des étudiants reste fort. Nous devons travailler à renforcer l'organisation des étudiants, l'unification du milieu étudiant et l'unification syndicale. En effet, ce n'est que par la construction d'un outil cherchant consciemment à regrouper en son sein la majorité des étudiants que nous nous donnerons les moyens de construire un outil à même de résister efficacement aux attaques de la classe dirigeante.
Pour cela, bien sûr nous devons systématiquement chercher à renforcer l'UNEF en y faisant adhérer de nouveaux étudiants. Nous devons également chercher à gagner les gens sur la durée : trop nombreux sont les étudiants qui ne restent à l'UNEF qu'un an, au cours de leur première année, et qui repartent ensuite faute d'avoir été convaincus de l'utilité du syndicat. Nous devons chercher à faire de chaque adhérent de l'UNEF, un militant syndical régulier. Cela ne veut pas dire faire de l'activité militante un préalable mais chercher à faire que l'ensemble des membres du syndicat puisse mener une activité.

Aujourd'hui c'est un mouvement social en miettes qui fait face à la déferlante libérale. Le milieu étudiant est plus que concerné par cette situation. Des associatifs, des « syndicalistes de lutte », des « syndicalistes d'accompagnement », des écologistes ont décidé de faire bande à part. Cette division affaiblit considérablement le mouvement étudiant, nous ne gagnons rien à être divisés.

C'est pour cela que, en tant qu'organisation majoritaire, la responsabilité de l'UNEF est encore plus importante que celle des autres organisations dans la réussite de ce processus. Elle doit créer au jour le jour les conditions de l'unification du mouvement étudiant. Elle doit donc pousser le plus souvent possible aux rapprochements : campagnes communes locales et nationales, réunions unitaires, listes communes...

La seule unité d'action bien qu'indispensable est insuffisante. Tous ces rapprochements doivent avoir pour but de montrer que ce qui nous unit est plus fort que ce qui nous divise. Nous ne devons pas avoir peur de l'inconnu ni du débat au sein de l'organisation. Nous n'avons rien à craindre à envisager à terme le dépassement de l'actuelle UNEF dans un outil hégémonique rassemblant l'ensemble des étudiants et resserrant leurs rangs pour affronter tous ensemble les batailles futures.

Pas d'unité sans démocratie

L'unité n'est pas possible sans démocratie. La question de la démocratie dépasse la simple position de principe et s'inscrit dans la volonté de rassembler le plus d'étudiants au sein de l'UNEF pour en faire le syndicat de tous les étudiants. Dans le cadre des mobilisations étudiantes, on constate les aspirations qui existent à l'apprentissage de la démocratie et à sa mise en pratique. Ces éléments doivent se retrouver au quotidien dans le syndicat. Trop souvent dans les AGE, les camarades des tendances minoritaires ne sont pas conviés aux réunions hebdomadaires, les adhérents n'ont pas tout le temps accès aux locaux du syndicat, encore moins quand ces camarades sont dans une tendance minoritaire. Sans parler de l'interdiction pour les minorités de s'adresser à l'ensemble des adhérents du syndicat du fait de l'absence de partage des fichiers d'adhérents.

Le droit de tendance est un fonctionnement qui permet d'exprimer, de mesurer et de représenter les différentes orientations. Il faut donc que l'orientation du syndicat soit sous contrôle permanent des adhérents. Aujourd'hui les modalités de vote organisent la concurrence entre les AGE : les voix des adhérents d'une petite AGE où il y aurait 100 adhérents et où 90 d'entre eux se déplaceraient pour voter compteraient bien moins que les 90 votants d'une grosse AGE qui aurait 500 adhérents. Nous proposons donc que chaque adhérent qui se déplace pour voter compte pour un et que sa voix représente un mandat.

Les nécessités démocratiques dans notre organisation sont liées à la nécessité de construire une organisation de masse. En effet, il est impensable que des dizaines de milliers de jeunes puissent passer de la démocratie et de l'autoorganisation des luttes étudiantes de ces dernières années au régime de caserne du syndicat. Les AGE ne doivent pas être mises sous tutelle du Bureau National mais doivent conserver une certaine autonomie pour faire du syndicat un outil dans lequel tous les étudiants puissent trouver leur place.

Pas de démocratie sans indépendance

Les campagnes syndicales et les positions de l'UNEF ne dépendent pas de l'étiquette du gouvernement. Elles s'élaborent collectivement (par les militants et les adhérents) par l'analyse des préoccupations concrètes des étudiants. Elles se dotent d'objectifs concrets (repousser une attaque, obtenir des victoires) et d'une stratégie syndicale reposant sur la construction d'un rapport de force. On peut alors tirer de vrais bilans et dire en quoi l'UNEF a fait (ou pas) avancer les intérêts des étudiants.

L'indépendance politique n'est pas l'absence d'appartenance à un parti : être à l'UNEF n'implique pas de rendre sa carte. Il s'agit de prendre toutes les décisions dans les cadres du syndicat, indépendamment des partis politiques ou des centrales syndicales.

L'indépendance financière vis-a-vis des gouvernements, des administrations, des partis politiques ou des organisations syndicales de salariés doit être recherchée. C'est pour cela que les adhérents payent une cotisation en adhérant.

3 - Un syndicat de transformation sociale

Pour un syndicat de transformation sociale

En tant que syndicat étudiant, l'UNEF a vocation à défendre les intérêts matériels et moraux des étudiants. Cependant, notre engagement syndical ne se limite pas à l'université. Les valeurs que nous portons nous conduisent à nous battre sur le terrain de la transformation de la société. Ce qui se passe dans le reste de la société a des conséquences sur ce qui se passe à l'université et inversement. Pour construire une autre université, il nous faudra lutter pour une société plus juste et plus égalitaire.

Les étudiants ne sont pas que des étudiants, ce sont des futurs salariés et plus de la moitié d'entre eux sont déjà salariés pour financer leurs études. Dans cette lutte pour transformer la société, les salariés sont la force qui joue un rôle central. C'est la raison pour laquelle l'UNEF doit se considérer clairement comme étant du côté des salariés et de leurs organisations. L'UNEF doit faire le choix de l'action dans et en dehors de l'université, avec les organisations qui luttent et se mobilisent au sein des mouvements sociaux.

Un syndicat internationaliste

C'est par son combat pour le droit des Algériens à l'autodétermination que l'UNEF s'est en grande partie construite telle qu'elle est aujourd'hui. Cela s'est aussi passé en soutenant des actes qualifiés de terroristes par les autorités françaises. Nous ne devons pas rougir de cet héritage. Aujourd'hui, les guerres et occupations militaires sont incessantes, avec leur lot de barbarie et de cruauté. L'agression israélienne contre la bande de Gaza l'a une nouvelle fois montré. Il y a encore plus besoin que l'UNEF se déclare clairement comme étant du côté de l'ensemble des peuples opprimés. Cela passe notamment par la lutte contre toutes les occupations militaires (Palestine, Irak, Afghanistan, Côte d'Ivoire…) et le combat pour le droit des peuples à l'autodétermination ; ce qui est d'autant plus nécessaire lorsque c'est notre

propre gouvernement qui est à l'offensive. Les politiques guerrières ont aussi des conséquences pour la population de l'Etat qui les mène. Quand il augmente son budget militaire, il baisse les budgets sociaux, quand il entre en guerre, il fait passer des lois liberticides au nom de l'union nationale. Pour qu'elle soit réelle, les peuples opprimés doivent compter sur leurs propres forces et sur le soutien des autres peuples. En aucun cas leur émancipation ne peut passer par l'appel à d'autres puissances militaires et économiques ou aux institutions mises en place par celles-ci (OTAN, ONU, OMC, FMI…). L'UNEF doit l'affirmer en participant à la préparation d'échéances de solidarité internationale telles que les contre-sommets de l'OTAN, du G8…

Un syndicat qui lutte contre toutes les oppressions

L'UNEF doit faire le lien entre toutes les luttes d'émancipation qui traversent la société. Certaines catégories de la population subissent des discriminations et des oppressions spécifiques. C'est pourquoi nous devons mener des campagnes offensives pour gagner l'égalité des droits entre les hommes et les femmes, nous devons participer régulièrement aux collectifs qui luttent pour le droit des femmes, l'avortement libre et gratuit (CADAC et Planning Familial par exemple), nous devons nous investir pleinement dans les journées nationales d'action sur ces questions.

L'organisation devrait également regarder ses pratiques de près, notamment en ce qui concerne la division des tâches militantes : depuis plusieurs années la présidence de l'UNEF est confiée à un homme et le secrétariat général à une femme ! Nous devons être un syndicat féministe en principe ... et en pratique !

De même, nous devons lutter pour l'égalité des droits entre hétéros et Lesbiennes, Gays, Bisexuels, Transsexuels et Intersexes (LGBTI), dans l'organisation et à l'université. Cette égalité en pratique passe par une participation active de l'ensemble des camarades du syndicat aux diverses échéances qui ont lieu dans l'année : journée mondiale contre l'homophobie, marches des fiertés et journée mondiale contre le SIDA. Là où des associations LGBTI existent, l'UNEF doit se lier à elles pour préparer ces échéances.

Enfin, il s'agit de lutter concrètement pour construire un syndicat anti-raciste. Aujourd'hui, les discours sur l'immigration, les quartiers populaires, les"racailles" de banlieues et les politiques gouvernementales en matière d'immigration renforcent les théories racistes et leurs colporteurs. Près de 25 % de la population estime que le FN fait des propositions positives pour lutter contre l'insécurité et l'immigration. La relative politisation des étudiants doit nous permettre d'intervenir de manière forte sur le terrain des luttes anti-racistes et de battre en brèche toutes les formes de racisme, d'antisémitisme, d'islamophobie et les préjugés xénophobes quels qu'ils soient.

RESF a organisé des mobilisations dans les écoles, collèges et lycées et a parfois réussi à empêcher des expulsions par des mouvements de grève impliquant les élèves et les profs. Mais il est impossible d'empêcher toutes les expulsions une à une. C'est pourquoi il faut s'organiser sur le modèle de RESF en créant des collectifs Réseau Université Sans Frontières, pour recenser tous les cas de Sans-papiers, organiser la solidarité sur un plan local et mener la bataille pour que Français et Etrangers soient égaux en droits à l'université, tout en préparant dès maintenant un grand mouvement pour la régularisation de tous les sans-papiers et pour l'abrogation de toutes les lois racistes.

Voter pour la TUUD c'est voter pour :

- Une opposition sans concession aux politiques libérales qui détruisent nos droits et le service public d'éducation
- Des diplômes nationaux de qualité en lien avec la recherche et permettant une insertion professionnelle réussie et durable
- Une tendance qui se prononce clairement contre la LRU et ses conséquences.
- La construction au quotidien du rapport de forces, en organisant et mobilisant les étudiants et qui tend vers l'unification des luttes et la construction d'un mouvement d'ensemble
- Un syndicat qui fonctionne de manière démocratique et transparente seule garantie de l'unité et de l'engagement de tous
- L'unification du mouvement étudiant, nécessaire parce qu'ensemble nous sommes plus forts.
- Un statut social pour les jeunes en formation et en insertion permettant l'accès de tous à l'éducation et à l'autonomie
- Un syndicat qui fait le choix définitif du mouvement social et qui se bat pour la transformation de la société : égalité des droits homme/femme et étrangers/français, soutien aux luttes LGBTI et antiracistes, pour la solidarité internationale.

Premiers Signataires

Allain Damien, Strasbourg
Barbier Guillaume, VPE CROUS, Amiens
Beaujean Pierre-Antoine, trésorier, Clermont Ferrand
Bergdoll Lucie, Paris 6
Berland Marc, CA, Angers
Bernalicis Ugo, vice président d'AGE, Lille
Borensztejn Antoine, Paris 6
Bouënel Delphine, CA, BN, CNOUS, Paris 5
Brouillard-Dusong Valentin, CA, Délégué au BN, Angers
Broustail Batiste, Caen
Brusadelli Nicolas, CA, BN, Amiens
Chapuis Mathieu, Reims
Chaudieu Victor, trésorier, Chambéry
Ciapin Etienne,Grenoble
Corcaud Simon, Angers
Cure Perrine, VPE CROUS, Clermont Ferrand
Daveine Thibault, secrétaire Général, Chambéry
Deias Damien, secrétaire général, Dijon
Delegue Jean, Paris 3
Delrue Benoit, CA, Lille
Di Giovanni Anne-Sophie, reponsable de CAS, Grenoble 1
Djemaï Hichem, Paris 10
Ducatez Simon, Littoral
Dufour Suzanne, Paris 1
Duriez François, VPE, Lille 3
Eisenberg Mathilde, Paris 10
Gaujard Caroline, Paris 10
Giono Jérémie, CA, BN, Grenoble
Gouardou Mickael, Grenoble
Helle Delphine, trésorière, Dijon
Hémon Régis, président d'AGE, Nantes
Hordé Jessica, présidente d'AGE, Paris 5
Jacquot Clément, président d'AGE, Clermont Ferrand
Jamet Lucile, CC, Amiens
Janodet Charly, président d'AGE, Dijon
Lederer Agathe, Paris 3
Lelong Mathieu, Littoral
Leroy Olivier, Stasbourg
Lihouc Camille, Lille
Marchina Bastien, Montpellier
Molis Audrey, présidente d'AGE, Amiens
Montforte Dimitri, CA, BN, Paris 10
Perrin Morand, CA, CNESER, Nancy
Pierrick Vuitton, Bureau d'AGE, Nancy
Planard Elsa, présidente d'AGE, Chambéry
Richin Danielle, Paris 13
Sainty Benjamin, Le Mans
Scali Damien, Lille
Schaal Goulven, Paris 8
Schmit Pierre-Antoine, vice président d'AGE, Grenoble
Simon Eloi, Paris 10
Telliez Germain, VPE, Amiens
Tessier Matthias, Nantes
Vacher Kevin, Aix-Marseille
Viaouet Gildas, Nantes
Viaouet Pierrick, Rennes
Vidal Natacha, Angers
Zambelli Julien, CA, Paris 7

QU'EST CE QUE LA TUUD ?

La Tendance pour une UNEF Unitaire et Démocratique est une tendance de l'UNEF créée à l'occasion de son 80ème congrès, en février 2007.

En rupture radicale avec toutes les réformes libérales de l'Enseignement Supérieur, et dans la volonté de mettre fin à la précarisation sans cesse grandissante de la jeunesse, nous nous battons pour construire un syndicat combatif, constructif , unitaire et démocratique, seul à même d'imposer un projet alternatif dans la jeunesse. Nous agissons au quotidien pour défendre les droits étudiants, individuellement comme collectivement. Convaincus de la solidarité nécessaire dans le mouvement social, nous défendons un syndicalisme indépendant en lien avec les luttes des salariés et des lycéens, un syndicalisme féministe et internationaliste.

Nous animons les AGE d'Aix, d'Amiens, Chambéry, Clermont, Dijon, Paris 5 et Perpignan, et sommes présents dans les AGE de Angers, Artois, Besançon, Grenoble, Lille, Lyon, Metz, Nancy, Nantes, Rennes, Strasbourg, Toulouse, Paris 1, Paris 3, Paris 6, Paris 7, Paris 8, Paris 10, Paris 13, ...

CONTACT

Pierrick : 06.28.20.11.85
tuud.rennes@gmail.com
http://tuud-rennes.blogspot.com/